

Chers camarades, chers amis, je m'exprime au nom de l'Union Départementale FO et de la Fédération Générale des Fonctionnaires FO de Vaucluse.

Avec les fonctionnaires des Fonction Publiques, d'Etat, Hospitalière et territoriale, il y a aussi dans l'action aujourd'hui des salariés du privé, en particulier ceux de la sécurité Sociale qui sont eux aussi en grève.

Nous le disons clairement : Il y en a marre!

- Marre de subir le blocage de nos salaires depuis 2010
- Marre de voir nos conditions de travail se dégrader
- Marre de voir notre statut systématiquement attaqué
- Marre de ne pouvoir accomplir normalement nos missions de service public
- Marre de voir ces mêmes missions systématiquement remises en cause

Et, dans le même temps, ce sont des dizaines de milliards d'€ de cadeaux fiscaux et d'exonérations sociales qui enrichissent toujours plus les actionnaires des grandes entreprises, dont les bénéfices ne cessent d'augmenter.

Le gouvernement doit savoir que ni l'application de l'Etat d'urgence, ni le concept trompeur d'union nationale ne conduiront Force Ouvrière à renoncer à s'exprimer, à revendiquer et à combattre la régression sociale et l'austérité.

Salariés du public et du privé avec les retraités qui sont présents également aujourd'hui nous disons : la régression sociale, ça suffit !

Le gouvernement donne 20 milliards d'euros chaque année aux entreprises avec le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, mais il bloque les salaires des fonctionnaires avec comme argument que cela permet une économie de 600 millions d'euros par an.

Le gouvernement refuse un coup de pouce au SMIC au prétexte « des effets sur le coût du travail », ce qui conforte les employeurs à ne pas augmenter les salaires dans le privé.

Chers camarades, chers amis, la crise actuelle a-t-elle pour origine le coût du travail ?

Les salariés, les fonctionnaires ne sont-ils qu'un coût ?

Que devient la valeur ajoutée de leur travail ?

La Fonction Publique n'est-elle pas l'ossature de la République ?

Jean JAURES disait « je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale sans lesquelles elle n'est qu'un mot ».

Remettre en cause les services publics ou la protection sociale, c'est faire que la République ne soit qu'un mot !

C'est saper les fondations d'une cohésion sociale plus que jamais nécessaire.

Pour Force Ouvrière, Il y a donc urgence à tout mettre en oeuvre pour arrêter cette politique triplement suicidaire, économiquement, socialement et démocratiquement.

- Il est donc légitime de revendiquer une revalorisation immédiate et significative du point d'indice avec rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.
- De revendiquer le maintien des statuts
- D'exiger l'abandon du protocole PPCR, ce Parcours Professionnels Carrière et Rémunération, PPCR imposé malgré un rejet majoritaire des organisations syndicales de fonctionnaires FO, CGT et Solidaires.
- D'exiger l'abandon du plan triennal d'économies imposé aux établissements hospitaliers qui remet en cause le droit à la santé pour tous
- D'exiger le maintien des acquis locaux pour les fonctionnaires territoriaux.
- Tout comme il est légitime de revendiquer l'abandon du pacte de responsabilité qui distribue d'énormes chèques cadeaux aux entreprises sans contrepartie, mais qui ampute les moyens indispensables aux services publics de proximité garants de la République sociale, une et indivisible.

Qu'on soit clair, chers camarades, chers amis, l'arme des salariés, quand ils ne sont pas entendus, c'est de cesser le travail et de manifester afin d'établir le rapport de force.

C'est bien pour ça que nous sommes là et le gouvernement ferait bien de nous entendre. Et ce ne sont pas les tentatives d'intimidation par des procès et des condamnations à des peines de prison qui nous feront renoncer !

Pour Force Ouvrière, Il faut accentuer la pression par une large information des salariés dans les entreprises, dans les administrations afin de préparer la grève interprofessionnelle, car nous sommes tous dans la même galère.

S'il faut bloquer le pays pour enfin nous faire entendre, si nous y sommes contraints, nous le ferons !